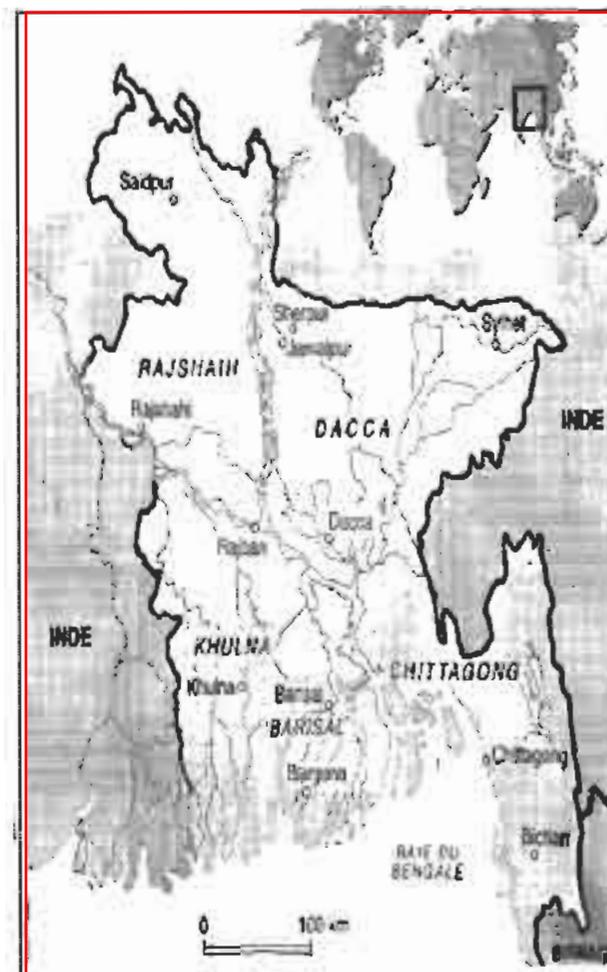


EXPORTATIONS POUR LE NORD, EXPLOITATION POUR LE SUD

Au Bangladesh, une paupérisation moderne

Destinées aux marchés occidentaux, la production de crevettes et l'industrie du prêt-à-porter devaient sortir le Bangladesh de la misère. En guise de développement, les Bangladais récoltent surtout paupérisation et violations des droits humains.

Si les élections offrent aux élites une légitimité internationale, face à une démocratie représentative en panne, un nombre croissant de Bangladais se tournent vers le monde associatif, inventeur de modes de démocratie directe et d'autogestion.



RÉGION DE KHULNA, au sud-ouest du Bangladesh. Le hameau de Baro Ari se perd dans les infinis méandres des bras du Gange. Parvenir jusqu'ici n'est pas aisé. Pourtant, la mondialisation libérale a atteint l'endroit et son unique opportunité de marché : la crevette. En 2000, des notables ont ouvert les digues des polders, noyant les terres des paysans pauvres sous l'eau salée. Avec la complicité d'une police corrompue, ils ont converti ces terres inondées en très rentables bassins d'élevage de crevettes.

« Nous n'avons plus rien », confie M. Suranjan Kumar, le visage creusé par la sous-alimentation. La vingtaine d'hommes autour de lui opine. « Nous travaillons parfois comme journaliers agricoles, pour 50 takas par jour » (0,70 euro). Des conditions qui s'apparentent à du servage : le paysan doit remettre jusqu'aux deux tiers de la récolte au propriétaire foncier. Par ailleurs, « le sel a tout détruit », ajoute M. Abu Sahid Gazhi, qui a passé onze mois en prison pour avoir protesté contre le vol de ses terres.

Un élevage de crevettes multiplie jusqu'à cinq fois la salinité des sols. Les bassins sont souvent mal endigués à dessein afin de stériliser les terres alentour, d'en chasser les paysans et d'étendre l'aquaculture. « Plus rien ne pousse dans la région. Les prix des denrées ont augmenté. Le sel rend le bétail malade. »

Depuis les années 1980, l'Asie et l'Amérique latine produisent à grande échelle des crevettes d'élevage dont la demande a explosé dans les pays riches. Cinquième producteur mondial, le Bangladesh a ainsi converti quelque 190 000 hectares de mangroves et de terres fertiles en bassins d'aquaculture, qui produisent annuellement 30 000 tonnes de crustacés. La quasi-totalité de cette production est exportée vers les pays du Nord : 80 % des 143 millions de Bangladais vivant avec moins de 2 euros par jour, selon les Nations unies, ils ne peuvent guère s'offrir des crevettes à 10 euros le kilo. Mais, grâce aux exportations, le Bangladesh s'insère dans la mondialisation et, par la magie du fameux *trickle-down effect* (1), les revenus engrangés doivent en théorie profiter à toute la population.

A Baro Ari, l'aquaculture a-t-elle créé des emplois ? « Les travailleurs des bassins sont des mas-taans, des gros bras venus de Khulna, dit un paysan en soupirant. Pour gagner notre vie, nous devons envoyer nos enfants puiser des larves de crevettes, qu'ils revendent aux élevages. » Pour une larve de crevette collectée, des centaines de larves d'autres espèces sont abandonnées sur la berge : la biodiversité s'effondre, les prises ont diminué de 80 %, selon les pêcheurs de la région. Quant aux consommateurs occidentaux, qui mangent ces crevettes... Les regards se chargent de colère, des poings se crispent : « Ils boivent notre sang, lâche M. Kumar. Combien de Bangladais devront mourir pour nourrir les Blancs ? » L'idée d'un possible boycott des crevettes en Europe suscite un fragile espoir.

LA CREVETTE EST AU BANGLADESH ce que la perche du Nil est à la Tanzanie, un « cauchemar de Darwin (2) ». Au-delà du désastre social et écologique, les élevages sèment la mort : plus de cent cinquante Bangladais ont été assassinés depuis 1980 pour s'être opposés aux aquaculteurs (3). Peuvent s'ajouter à cette liste les milliers de personnes tuées dans le sud-ouest du pays par le tsunami de 1991 : selon une enquête d'Environmental Justice Foundation (EJF), une organisation non gouvernementale britannique, un phénomène d'une ampleur similaire n'avait fait aucune victime en 1960. Entre-temps, l'aquaculture a rasé la mangrove protectrice...

Ces élevages sont pourtant encouragés par la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque asiatique de développement. L'agence de développement internationale américaine USAID a même mis en place une assistance technique pour veiller à la qualité des crevettes. En luttant contre les épizooties, ces philanthropes entendent développer le marché du crustacé bangladais et « parvenir à 1,25 milliard d'euros de recettes annuelles d'ici à cinq ans », contre 292 millions à l'heure actuelle (4).

« Où va l'argent du commerce extérieur, et qui en bénéficie ? », demandait, dès 2000, Manik Chandra Saha, jeune journaliste de Khulna, en constatant que l'aquaculture avait ruiné des centaines de milliers de ses compatriotes. En janvier 2004, il a été assassiné par un groupe armé connu pour louer ses tueurs au plus offrant. Dans la seule région de Khulna, treize confrères de Chandra Saha ont été abattus depuis 1990. Une violence qui fait du Bangladesh, où la presse est théoriquement libre, l'un des pays les plus dangereux pour les journalistes.

Les exportations à haute valeur ajoutée du Bangladesh ne bénéficient qu'à une minorité. Les entreprises occidentales peuvent néanmoins faire leur marché chez ce bon élève du Fonds monétaire international (FMI) (5) sans trop être montrées du doigt par les défenseurs des droits humains, contrairement à ce qui se passe dans la Birmanie voisine, totalitaire. Car les crevettes ne représentent que 6 % des exportations nationales. Le principal attrait du Bangladesh est le prêt-à-porter – 75 % des exportations –, qui a rapporté 4,67 milliards d'euros en 2004, selon les statistiques officielles.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL des deux millions d'ouvriers du textile rappellent les romans de Charles Dickens. Produire au moindre coût pour les firmes occidentales, dans la crainte qu'elles quittent le Bangladesh et se délocalisent dans un pays plus « compétitif », est l'obsession des industriels locaux (6). Les jeunes filles fuyant la misère des campagnes, ignorantes de leurs droits, représentent 85 % des salariés. Elles travaillent douze heures par jour, parfois plus, souvent sept jours sur sept, pour 13 à 30 euros par mois. Enfermées à clé, fouillées au corps à la sortie, ces salariées n'ont pas le droit de parler entre elles. La liberté syndicale demeure toute théorique, les « subversives » sont licenciées : moins d'une sur cent possède donc la carte d'une organisation syndicale. Des viols par l'encadrement sont rapportés, et près de trois cents travailleuses sont mortes dans des incendies depuis 1990 (7). Sur

Cataclysmes et ingérences

1947. Partition de l'Inde : création du Pakistan occidental et du Pakistan oriental (la partie musulmane du Bengale).
1952. Karachi (capitale jusqu'en 1959) entend imposer l'ourdou – que nul ne parle au Bengale – comme langue officielle. Emeutes et répression.
1970. 500 000 morts dans un cyclone. Le Pakistan aide peu sa partie orientale.
1971. Le Pakistan annule les élections remportées par la Ligue Awami de Cheikh Mujibur Rahman, indépendantiste. Guerre de libération. L'Inde et l'URSS appuient les Bengalis ; les Etats-Unis et la Chine, Islamabad. En décembre, l'armée indienne passe la frontière. Indépendance du Bangladesh. Cheikh Mujibur prend le pouvoir.
1975. Mort de Cheikh Mujibur et d'une partie de sa famille lors d'un coup d'Etat. Le général Zia Rahman s'impose et crée le Bangladesh Nationalist Party (BNP, droite).
1981. Zia est tué dans une tentative de putsch.
1982. Coup d'Etat du général Hossain Ershad.
1991. Mobilisation populaire et chute du général Ershad. Le BNP de la veuve de Zia remporte les élections. *Hartals* (grèves) de la Ligue Awami de Cheikha Hasina, fille de Cheikh Mujibur. Au moins 300 000 morts dans un tsunami.
1996. La Ligue Awami remporte les élections. *Hartals* du BNP.
1998. Inondations : les deux tiers du pays se retrouvent sous les eaux.
2001. Retour du BNP au pouvoir avec le soutien des islamistes. *Hartals* de la Ligue.

(1) *Trickle-down effect* : la théorie libérale prétend que l'enrichissement de l'élite irrigue, grâce à ses investissements et à sa consommation, toute la pyramide sociale.

(2) Documentaire de l'Autrichien Hubert Sauper démontrant les conséquences désastreuses de l'exploitation de la perche du Nil dans le lac Victoria. Mille et une productions (Paris), Coop99 (Vienne), Saga Films (Bruxelles), 2004.

(3) Dans onze pays, des gens ont été tués parce qu'ils s'opposaient à l'aquaculture de crevettes : Bangladesh, Inde, Indonésie, Philippines, Vietnam, Thaïlande, Brésil, Equateur, Mexique, Guatemala, Honduras. <http://www.ejfoundation.org>

(4) *Financial Express*, Dacca, 26 juillet 2004.

(5) Le FMI « félicite » Dacca pour sa libéralisation du commerce, mais conditionne un prêt de 80 millions de dollars à une hausse des taux d'intérêt et des tarifs de l'énergie. « *Je pense que les gens comprendront la situation* », déclarait à Dacca, en avril 2005, un responsable Asie-Pacifique de l'organisation, M. Nissanke Weerasinghe.

(6) Sur les usines de sous-traitance, lire Philippe Revelli, « Chasse aux syndicats dans les *maquilas* du Guatemala », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

(7) Rapport de Khorshed Alam, *Alternative Movement for Resources and Freedom Society (Bangladesh)* pour « Clean Clothes Campaign » (Allemagne), mai 2004.

son site Internet, l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de prêt-à-porter (BGMEA) se targue cependant d'« interdire le travail des enfants », s'attendant sans doute à des félicitations...

Le 10 avril 2005 au matin, dans la zone franche de Savar, à quelques kilomètres de Dacca, une usine de neuf étages s'est effondrée sur ses ouvriers, causant la mort d'une centaine d'entre eux et la disparition d'un nombre indéterminé d'autres. Le lendemain de l'accident, la police anti-émeute a pris position, parée pour affronter la colère des proches des victimes. Car ce drame ne devait rien à la fatalité : bâti sur un terrain humide, l'immeuble n'avait reçu de permis de construire que pour quatre étages. Soucieux d'honorer les commandes de leurs clients européens, les propriétaires étaient passés outre.

SEIZE HEURES AVANT le sinistre, des ouvriers avaient prévenu la direction de l'apparition de lézardes. Sans provoquer la moindre réaction. Prompte à exécuter sommairement les petits malfrats et à tirer sur les grévistes (8), la police « n'a pas trouvé » les patrons responsables du drame. L'un d'eux est le gendre d'un député de la majorité... Le quotidien de référence *The Daily Star* analysait le 22 avril : « Les propriétaires sont trop influents pour être interrogés. L'appartenance de classe fait la différence, permettant aux privilégiés d'échapper à leurs responsabilités, et aux vulnérables [« underprivileged »] d'être exploités. »

A Barcelone, Inditex (Zara), la firme donneuse d'ordres, a promis d'agir en faveur des victimes. Le groupe précise fabriquer 60 % de ses vêtements en Europe et conduire depuis octobre 2004 un « audit social » chez ses 900 sous-traitants d'Asie. Embauchés via une société indienne, sans qu'Inditex en soit apparemment informé, les ouvriers de Savar ont cependant échappé à cet audit...

« Connaissez-vous ces marques ? » Secrétaire générale du Bangladesh Independent Garment Workers Union Federation (Biguf), M^{me} Nazma Akter tient à montrer les étiquettes des vêtements que ses syndiqués se tuent à fabriquer : Gap, H & M, Old Navy, Tesco, Ladybird, The North Face, Lee, Wrangler, Cherokee, Burton... « Combien vendent-elles ces vêtements ? Les Européens doivent savoir que ces firmes nous achètent chaque tee-shirt 1 euro pièce... »

« Indirectement, les donneurs d'ordres occidentaux sont responsables du niveau de vie des ouvriers bangladais, estime M. Amirul Haque Amin, secrétaire général de la National Garments Workers Federation (NGWF). Ils cherchent à acheter au prix le plus bas, ce qui incite nos patrons à nous payer au minimum. La loi du marché. » Produits dans de véritables bagnes au Bangladesh, ces vêtements, valorisés par la construction marketing appelée « mode », sont vendus en Europe avec des marges importantes.

Les ouvriers du Bangladesh en appellent-ils pour autant au boycott de ces vêtements par les Européens ? « Non, car nous perdriions notre emploi. » M^{me} Akter considère que le travail en usine, aussi infernal soit-il, représente un facteur d'émancipation pour les femmes : « Avant, elles restaient sans emploi à la campagne, soumises à la violence domestique. » « Informez le public européen sur nos conditions de travail, pour que ces marques aient honte et fassent pression sur nos patrons », recommande néanmoins M. Amin, qui revendique un doublement du salaire minimum, de 930 à 1 800 takas (de 14 à 28 euros). Mais, avec la fin de l'accord multifibres, le 1^{er} janvier 2005 (9), la compétition avec le textile chinois n'augure rien de bon pour les ouvriers bangladais.

Face aux abus, ils peuvent toutefois compter sur un allié de poids : le vaste réseau des ONG locales, qui mobilisent des millions de petites gens.

L'histoire récente explique la vigueur de ce mouvement associatif. Lors de la guerre de libération de 1971, contre le Pakistan, les combattants progressistes plaçaient dans cette lutte l'espoir d'une transformation sociale. Face aux dictatures des années 1970 et 1980, face également à la persécution de la gauche et à l'échec des tentatives de guérilla, ils ont investi le secteur associatif, toléré par l'Etat car lui permettant de s'affranchir à peu de frais de ses responsabilités sociales.

Ravagé par la guerre, par une famine (en 1974) puis par des inondations récurrentes, le Bangladesh a vu affluer les donateurs en mesure de financer des projets. Pour les élites et les classes moyennes de gauche, travailler dans une ONG permet de mettre ses idées en pratique. Plus prosaïquement, ces organisations ouvrent des possibilités de carrière, en dehors des emplois phagocytés par les réseaux clientélistes des deux partis dominants (voir encadré ci-dessous). Bien entendu, les abus existent. Ainsi, le micro-crédit, inventé par M. Muhammad Yunus et de la Grameen Bank, est devenu pour certains « travailleurs sociaux » une opportunité de marché, menant des paysans au surendettement (10). Symbole de cette dérive mercantile, voici Grameen Phone, le réseau de téléphonie mobile de la Grameen Bank...

ORGANISATION FÉDÉRANT plusieurs centaines de milliers de membres, Nigera Kori (NK) refuse le micro-crédit, estimant qu'il accroît la dépendance des pauvres. NK entend au contraire développer leur émancipation. L'émancipation économique, d'abord, en favorisant l'épargne plutôt que l'endettement. Par exemple, à raison d'une poignée mise de côté à chaque repas par la ménagère, le riz est revendu pour investir dans une nouvelle source de revenu : l'achat d'un filet de pêche, de volailles... ; les profits sont partagés entre toute la communauté. L'émancipation politique, ensuite, en permettant aux pauvres de prendre conscience

de leur oppression et de la refuser. Exerçant la démocratie directe dans la prise de décision, les groupes de NK luttent ainsi acre par acre contre les élevages de crevettes, faisant le coup de poing contre les *mastaans*, résistant aux usuriers, déposant des recours devant les tribunaux avec l'aide des avocats de l'organisation.

La fierté retrouvée anime aussi le Mouvement des sans-terre ; 67 % des paysans bangladais ont perdu leurs terres, contre 31 % lors de l'indépendance, en 1971. Cette concentration agraire s'explique par l'endettement et la corruption. Via des dessous-de-table destinés à l'administration, des notables accaparent les *khas*, terres publiques destinées aux pauvres. Les paysans doivent alors se résigner à devenir journaliers agricoles ou aller vivre dans les bidonvilles. Pourtant, selon les estimations de la puissante ONG Proshika, une réforme agraire étendant les hauts revenus et assurant quelques acres à chacun coûterait seulement 2 milliards d'euros.

« La Banque mondiale a, semble-t-il, mieux à faire que de m'écouter », regrette M. Qazi Faruque Ahmed, président de Proshika, emprisonné par les autorités en 2004 et menacé par les fondamentalistes. « Nous identifions, occupons et cultivons les terres publiques spoliées, résume M. Alam, responsable du mouvement Samata (« Egalité ») dans le district de Pabna. Ce qui n'est pas sans risques », ajoute-t-il en montrant sur son crâne la cicatrice laissée par une machette. Samata, Proshika, NK et tant d'autres ont permis à des dizaines de milliers de paysans de retrouver droits et dignité.

La référence à la dignité se trouve au cœur de la philosophie d'Ubinig, mouvement pour l'agriculture biologique et la souveraineté alimentaire. En 1995, appliquant les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le gouvernement a interrompu les subventions aux engrais. Leurs prix

ont explosé. Des émeutes ont éclaté, et la police a abattu 17 paysans. Lassés de cette dépendance envers le marché, inquiets de l'épuisement des sols et de la dégradation de la biodiversité dus à l'agriculture chimique, plusieurs dizaines de milliers de paysans (l'organisation en revendique 130 000), parfois par villages entiers, sont passés au « bio », en particulier dans le district de Tangail (30 000 personnes), mutualisant leurs semences, développant la polyculture.

LES INVESTISSEMENTS étant plus réduits, les paysans rencontrés soulignent que leurs revenus ont augmenté. Leur indépendance face aux firmes occidentales les remplit de fierté. Fondatrice d'Ubinig, M^{me} Farida Akhter s'inquiète cependant de l'offensive des tenants des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de leurs arguments « humanitaires » : « Les craintes des consommateurs du Nord face aux OGM sont présentées par les multinationales comme l'expression d'un luxe face à la faim au Sud. Quel mépris ! Nos vies valent-elles moins que celles des Occidentaux ? » Face à l'individualisme libéral, M^{me} Akhter rappelle que les peuples, au Nord comme au Sud, sont interdépendants : la consommation des uns dépendant de la production – et l'exploitation – des autres. « Le mode de vie est politique », conclut-elle.

CÉDRIC GOUVERNEUR.